

Un arc en ciel de promesses qui éclaire l'avenir

L'Afrique du Sud, qui a la réputation d'être le « moteur de l'Afrique », génère 20 % du produit intérieur brut (PIB) de l'Afrique subsaharienne. La formation de ressources humaines de haut niveau aptes à soutenir l'industrie est essentielle non seulement pour le développement de l'Afrique du Sud, mais aussi pour l'Afrique australe et le continent africain dans son ensemble. Le Japon soutient l'introduction de programmes de formation pour renforcer les compétences pratiques des jeunes qui écriront l'avenir de l'Afrique.

Photographie : Akihito Yoshida



Des élèves fabriquent un camion miniature pour se familiariser avec l'identification de problèmes sur le lieu de travail. Le camion s'inspire d'un modèle utilisé par Nissan pour les formations organisées dans son usine de Pretoria.



De la division à l'harmonie : Un pays qui surmonte ses contradictions pour devenir plus fort

« La nation arc-en-ciel ». Ce surnom donné à l'Afrique du Sud symbolise une société où les ethnies et les races coexistent en paix. Mais la route menant à cette société idéale est cependant loin d'être paisible. À partir du 17^e siècle, Hollandais et Britanniques ont, les uns après les autres, débarqué en masse et colonisé cette terre fertile habitée par les Africains noirs. Après avoir conquis son indépendance au lendemain de la deuxième guerre mondiale, l'Afrique du Sud a instauré l'apartheid et son lot de ségrégations restreignant les droits de certains citoyens en raison de leur race. Après la guerre froide, en 1991, l'abolition de toutes les lois discriminatoires a marqué une étape majeure. En 1994, Nelson Mandela, chef de file de la lutte anti-apartheid, a été élu président. Avant cela, Mandela a été prisonnier politique pendant 27 ans, soit le nombre d'années écoulées depuis l'abolition des lois discriminatoires. Le parcours de l'Afrique du Sud en tant que « nation arc-en-ciel », où divers groupes apprennent à vivre ensemble, ne fait que commencer.

Au lieu d'exercer une ségrégation à l'égard des Blancs, l'administration Mandela a choisi la voie de la coexistence. Ainsi, le pays a repris les fondations industrielles posées par les Blancs, notamment les infrastructures et les technologies scientifiques, pour en faire profiter l'ensemble des citoyens. Le développement actuel du pays repose encore largement sur l'utilisation de propriétés léguées par les Blancs. Mais l'héritage négatif de cette période perdure également ; les disparités sociales, en particulier entre les races, sont manifestes.

Durant l'apartheid, de nombreux Noirs et d'autres populations de couleur n'ont pas eu la chance d'aller à l'école, ce qui se traduit, aujourd'hui encore, par de graves inégalités en matière de niveau d'éducation entre les groupes raciaux. En particulier, l'Afrique du Sud a longtemps été en bas des classements mondiaux pour l'enseignement des mathématiques et des sciences (selon les études du Forum économique mondial). Pour aider l'Afrique du Sud à remédier à ce problème, le Japon apporte son soutien à la restructuration des programmes de mathématiques et de sciences dans l'éducation de base.

Le manque de capacités à résoudre les problèmes sur le lieu de travail constitue un autre problème. Mamoru Iida, conseiller de la JICA auprès du département de l'éducation supérieure et de la formation (DESF) explique : « Les vieilles méthodes d'apprentissage mettant l'accent sur le bachotage et le par cœur sont encore très répandues, c'est pourquoi de nombreux jeunes ont du mal à identifier les problèmes par eux-mêmes et à chercher les moyens de les résoudre logiquement ».

Mahlubi Mabizela, directeur chargé des politiques d'éducation supérieure au DESF, estime quant à lui que les inégalités, la pauvreté et le chômage constituent les trois grands défis que le pays doit surmonter. « Notre pays doit développer des ressources humaines ayant des compé-



Mahlubi Mabizela, directeur chargé des politiques d'éducation supérieure au DESF, veut approfondir les liens avec le Japon et renforcer les échanges de personnel.

tences pratiques et capables de penser par elles-mêmes. Si ces personnes sont en mesure de réussir sur le lieu de travail et démarrer leur propre entreprise, cela favorisera le développement de notre pays et la résolution de ces trois problèmes qui affectent notre société ».

Le projet d'amélioration de l'employabilité (PAE), initié dans les universités de technologie à travers le pays, vise à améliorer les compétences pratiques qui peuvent être utilisées dans la société par les jeunes en Afrique du Sud et à leur offrir des opportunités éducatives favorisant une réflexion indépendante.

Changer les perspectives et les modes de pensée par le développement des ressources humaines afin de mobiliser la société

Dans les zones urbaines d'Afrique du Sud où l'industrie prospère, six universités de technologie forment les ressources humaines qui soutiendront les industries du pays, de l'éducation à la haute technologie en passant par le tourisme. Le but du PAE est d'aider ces six universités de technologie, ainsi que l'Université de Johannesburg, à faire émerger de nouveaux membres actifs de la société aptes à résoudre des problèmes en proposant des programmes de formation courts aux étudiants.

Nous avons visité l'Université de technologie de Tshwane (UTT), le premier institut d'Afrique du Sud à mettre en œuvre le PAE. « Tshwane » est le nom de la zone métropolitaine où se trouve Pretoria, la capitale administrative de l'Afrique du Sud. Avec plus de 64 200 étudiants, UTT est la plus grande université de technologie d'Afrique du Sud. Elle a introduit le PAE principalement dans ses départements des sciences et de l'ingénierie, et les premiers résultats commencent à voir le jour.

Le vice-recteur adjoint, le professeur Stanley Mukhola, a observé un net changement d'attitude parmi les étudiants ayant participé au PAE : « Les étudiants ayant développé le sens des responsabilités en apprenant le travail d'équipe par la formation sont de plus en plus nombreux. J'espère faire du PAE un cursus obligatoire pour tous les étudiants afin que nous puissions développer non seulement les ressources humaines attendues par le monde industriel d'aujourd'hui, mais aussi les ressources humaines qui dirigeront l'industrie dans dix ans ».



Le professeur Stanley Mukhola, vice-recteur adjoint de l'Université de technologie de Tshwane (à gauche) et Esau Motaung, directeur chargé de l'éducation coopérative, ont pris la tête du PAE.



De nombreux jeunes effectuent leurs études à l'Université de technologie de Tshwane. Les universités de technologie d'Afrique du Sud sont nées des écoles techniques, l'une de leurs premières missions consiste à développer des ressources humaines qui joueront un rôle actif dans le secteur industriel.



Esau Motaung, directeur chargé de l'éducation coopérative, affirme que le PAE changera la manière dont les étudiants voient les choses tout en leur permettant d'avoir une réflexion logique et d'organiser leurs pensées. « Le changement d'attitude des étudiants et cette nouvelle capacité à identifier et résoudre les problèmes vont leur ouvrir de nombreuses portes », déclare-t-il. « À l'avenir, j'espère travailler avec les entreprises qui les embaucheront, bénéficier de leur retour et continuer à renforcer cette initiative ».

Les universités de technologie d'Afrique du Sud ont instauré un programme dit d'Apprentissage en milieu de travail (AMT). L'objectif de ce programme est d'encourager une transition fluide entre les études et la vie professionnelle en proposant aux étudiants des stages en entreprise avant et après les cours à l'université. Le PAE est conçu comme une étape vers la mise en place de l'AMT, et ses activités sont en partie financées par le Fonds national pour la formation. L'ensemble du pays encourage ce mouvement visant à améliorer les compétences professionnelles des jeunes qui entrent sur le marché du travail.

Acquisition de compétences pratiques par des expériences sur le terrain

Situé sur la côte de l'océan Indien, à environ une heure d'avion de Pretoria, Durban est la deuxième ville d'Afrique du Sud. Elle abrite un port commercial stratégique ainsi qu'un centre de production industrielle majeur regroupant de nombreuses usines. L'Université de technologie de Durban accueille 27 000 étudiants répartis sur plusieurs campus situés non seulement à Durban, mais aussi à Pietermaritzburg, capitale de la province de KwaZulu-Natal.

Lorsque nous avons rendu visite au professeur Jay Paramanund, qui travaille à l'université en tant que coordinateur du PAE, le programme venait tout juste d'être proposé aux étudiants de première année du département d'éducation coopérative. Après avoir expliqué des concepts de gestion fondamentaux, comme le cycle PFVA, Paramanund a aligné un grand nombre de pièces détachées devant les étudiants. Il les a divisés en trois groupes et leur a demandé de désigner un chef et un responsable de l'inventaire. « Maintenant, j'aimerais que vous fabriquiez un véhicule », a-t-il annoncé. Les pièces alignées dans la classe étaient en fait les parties d'un camion miniature. Chaque groupe était supposé être une « usine » capable de fabriquer un véhicule.

Chaque groupe a relevé le défi de manière différente. Par exemple, un groupe a commencé à débattre tandis qu'un autre a préféré dès le départ se diviser en équipes. La gestion des pièces détachées a également été gérée de manière différente, par petits groupes ou collectivement, pour rassembler les parties et constituer les stocks. À voir les étudiants s'amuser tout en travaillant avec un manuel d'assemblage à la main, on

en aurait presque oublié qu'il s'agissait d'un cours d'université. Pendant que les étudiants s'activaient, Iida, expert de la JICA, nous a confié : « Il y a un piège dans le manuel. Certaines instructions sont trop difficiles à suivre ».

Une fois l'assemblage terminé, Paramanund a demandé aux étudiants de lui apporter les camions. C'est là que le contrôle qualité entre en jeu. Les camions des différents groupes avaient divers défauts, tels que des pneus pliés ou des carrosseries tordues. Plusieurs points auraient également posé problème sur un véritable lieu de travail, notamment les pièces en trop non utilisées. Le but du PAE est de donner aux étudiants les outils pour noter ces problèmes et les laisser réfléchir à la manière de les aborder.

Rie Shinozaki est une experte de la JICA employée par World Business Associates Co., Ltd. Elle travaille sur le PAE avec Iida et se rend dans les universités pour donner des instructions sur le programme. Selon elle : « En recommençant l'exercice d'assemblage deux ou trois fois, les étudiants commencent à avoir leurs propres idées et à obtenir des produits mieux finis avec une efficacité plus élevée. Cela passe notamment par le nettoyage du bureau qui leur sert de zone de travail et la création d'une ligne d'assemblage ». Le fait de penser de manière autonome plutôt que de suivre aveuglément des instructions, comme lorsque les étudiants s'éloignent du manuel après y avoir découvert le piège, change le comportement des jeunes sur leur lieu de travail.

Après notre visite de l'Université de technologie, nous avons emprunté l'autoroute reliant Pietermaritzburg à Durban. L'autoroute, bien construite, est équipée de deux, voire trois voies dans chaque sens de circulation. Les grappes de petites et moyennes usines rappellent le paysage des zones industrielles du Japon. Dans cette région, nous avons visité une entreprise ayant embauché plusieurs étudiants de l'Université de technologie de Durban.

Bongiwe Sithole, responsable des ressources humaines au sein du groupe Duys Engineering, est très satisfaite de ses employés passés par



Bongiwe Sithole (à gauche) apprécie grandement les capacités pratiques des étudiants qui ont participé au PAE. Son entreprise fabrique des pièces détachées de moteurs pour Toyota, Nissan, et d'autres marques.

le PAE. « Ils ont une forte capacité à comprendre le but de chaque tâche et sont désireux de contribuer à l'amélioration de leur lieu de travail. Ils se démarquent ainsi nettement des autres entrants sur le marché du travail. Ce serait formidable pour la société si, grâce à ce programme, les jeunes Noirs et autres personnes de couleur (note de l'éditeur : les métisses, descendants d'immigrés d'Asie du Sud-Est, etc.) étaient embauchés et excellaient dans des emplois que les anciennes générations n'auraient même pas imaginés. Tous ces jeunes sont porteurs d'une lueur d'espoir pour la société sud-africaine ». Sithole, qui a été élevée dans une famille où l'éducation était primordiale, n'a pas caché les fortes attentes qu'elle place dans ces nouveaux diplômés et ces jeunes qui suivent une formation pratique.

Diffusion de l'apprentissage des compétences professionnelles dans les pays voisins

De retour à l'Université de technologie de Durban, nous nous sommes entretenus avec des professeurs qui, sous la direction de Paramanund, mettent en œuvre le PAE sur le campus de la ville. Le professeur Nee Sobantu Ntola, du département de chimie de la Faculté des sciences appliquées, nous a confié : « Lorsque nous avons mis en place le PAE dans notre département, l'un des étudiants m'a demandé : "Est-ce quelque chose que nous devrions faire en cours de chimie ?". Mais à la fin du premier jour de classe, ce même étudiant m'a dit "j'ai hâte d'être à demain". Ce programme est très enrichissant pour les étudiants, quel que soit leur domaine ». Shanaz Ghuman, du département d'étude sur la santé communautaire, souligne pour sa part : « De manière générale, un certain nombre de compétences clés sur le lieu de travail, comme la bonne exécution d'une tâche ou la gestion du temps, ne sont pas enseignées à l'école. Quand j'étais enfant, j'ai acquis ces compétences en aidant dans l'entreprise de mes parents, mais des opportunités comme celles-là sont rares aujourd'hui. Pour de nombreux jeunes, le PAE représente une chance unique d'acquérir des compétences pratiques ».

Thami Dlamini, qui a participé au PAE dans le cadre de l'AMT avant d'effectuer un stage, se souvient de ses premières impressions : « Avant la formation, je n'imaginai même pas ce que pouvait signifier "adaptabilité professionnelle". Les compétences que j'ai apprises en participant au PAE sont non seulement essentielles sur le lieu de travail, mais elles sont applicables et très utiles dans la vie quotidienne ».



L'équipe chargée de la promotion du PAE au sein de l'Université de technologie de Durban : Rie Shinozaki (deuxième rang à gauche), Mamoru Iida (deuxième rang à droite), et Jay Paramanund (premier rang à droite).

Jusqu'à présent, nous nous sommes attachés au côté positif, mais la situation de l'emploi en Afrique du Sud est désastreuse. À 26,7 %, le taux de chômage du pays est l'un des plus élevés au monde, et parmi les jeunes, ce taux atteint près de 40 % (selon le Bureau national de la statistique pour le premier trimestre 2018). Le taux de chômage est particulièrement élevé parmi les Noirs et les autres populations de couleur qui n'ont pas eu la chance d'obtenir une éducation. D'un autre côté, si la situation éducative de ce groupe s'améliore et que ses membres deviennent des ressources humaines d'exception, il pourrait donner un formidable coup d'accélérateur à l'économie sud-africaine.

Selon Iida : « Le développement économique joue un rôle moteur dans la résolution des problèmes sociaux et l'amélioration du niveau de vie des individus. Avec un meilleur niveau de vie, les enfants bénéficieront plus facilement d'une éducation et des ressources humaines de haut niveau émergeront de la société, ce qui stimulera en retour le développement économique. La formation de travailleurs d'exception sera un élément décisif pour initier un cycle de croissance et mener à bien la politique économique nationale à l'horizon 2030 ».

Le directeur du DESF, Mahlubi Mabizela explique : « Huit pour cent des étudiants des universités sud-africaines viennent de pays voisins d'Afrique australe. De plus, des activités de coopération ont été menées à travers le PAE à l'Université des sciences et technologies de Namibie. Pour contribuer au développement de l'Afrique australe, il est absolument essentiel d'améliorer la qualité de l'éducation dans notre pays et de former des ressources humaines d'exception ». « Certaines parties de l'Afrique du Sud se développent, mais elles rencontrent les mêmes problèmes de pauvreté que d'autres pays d'Afrique, en particulier dans les zones rurales », précise Iida. « La résolution des problèmes de l'Afrique du Sud sera non seulement utile à notre pays, mais aussi à d'autres ».

Dans de nombreuses cultures et religions de par le monde, l'arc-en-ciel est un symbole d'espoir, de prospérité et de coexistence pacifique. Avec ses 11 langues officielles, la nation arc-en-ciel s'est engagée sur la voie de l'harmonie entre les races et les ethnies. Sa prospérité sera une bonne nouvelle pour l'avenir de l'Afrique.



Exemplaire du certificat remis aux participants du PAE. La liste des compétences acquises au dos sert de référence aux dirigeants.

Protéger les forêts et les moyens de subsistance par des formations ouvertes à tous

À Madagascar, avec la croissance démographique, la déforestation s'accélère. La dégradation des terres qu'elle occasionne met en péril les moyens de subsistance et les activités de production. Dans cet article, nous examinons de près les mesures visant à résoudre ce problème en donnant des compétences techniques aux résidents à travers des formations ouvertes à tous.



Dans la langue locale, le sol issu des glissements de terrain et des éboulements est appelé « lavaka » (photo en médaillon). Les résidents participent à des formations pratiques et apprennent à fabriquer des clôtures pour prévenir ces phénomènes.

De la « charité » au « développement participatif »

Madagascar, dont la superficie équivaut à 1,6 fois celle du Japon, abrite une faune et une flore regroupant près de 250 000 espèces, dont 80 % sont endémiques. Mais dans ce pays connu pour la richesse de son écosystème, les arbres disparaissent. Cette déforestation est imputable à la multiplication des terres agricoles et à la culture sur brûlis associées à la croissance démographique, ainsi qu'à l'utilisation du bois comme combustible. La végétation des montagnes, en particulier dans les Hautes Terres du Centre, se raréfie de plus en plus et la terre s'effondre partout, provoquant des « lavakas », signifiant « trous » dans la langue locale.

La plupart des habitants de cette région montagneuse vit déjà dans la pauvreté. Les sédiments qui ruissellent des montagnes à cause des lavakas recouvrent les terres agricoles, les sources d'eau et les routes, empêchant les résidents de se livrer à la riziculture ou à d'autres activités de production rémunératrices. La plus grande partie des sédiments s'écoule dans les cours d'eau et atteint même les districts rizicoles situés plus en aval.

Depuis 2012, la JICA réalise des projets menés par les résidents dans les régions d'Alaotra-Mangoro et Bongolava, dans les Hautes Terres du Centre, afin d'encourager la conservation des sols et de développer un système visant à améliorer les moyens de subsistance. « L'aide classique des autres donateurs consistait principalement à donner de l'argent pour la

conservation des sols et les activités de reboisement des résidents dans certains endroits », explique Hiroko Miura d'IC Net, Ltd, qui travaille en tant que chef de projet pour la JICA. « Ces efforts ne sont pas menés par les résidents et ils ne favorisent pas une meilleure compréhension du problème. Par ailleurs, si vous vous contentez d'apprendre à une personne les compétences nécessaires pour planter un arbre, elles sont rarement transmises. C'est pourquoi nous avons décidé de diffuser ces compétences à travers des formations ouvertes à tous. Cela incite les résidents à continuer de planter des arbres et de mettre en œuvre des mesures contre les lavakas là où c'est nécessaire ».

Les compétences enseignées lors de ces formations comprennent la



Miura (au second plan) rencontre des formateurs locaux. Les résidents qui terminent le cours pour devenir formateur local se voient remettre des certificats.

plantation d'arbres sur des pentes dénudées, la fabrication de fours améliorés pour réduire le volume de bois ou de charbon utilisé, la création de mesures de prévention des dommages causés par les lavakas ou encore la culture de litchis et l'élevage de poissons d'eau douce pour améliorer les moyens de subsistance. À ce jour, la formation a été organisée plus de 8 500 fois dans huit municipalités réparties dans deux régions, pour un nombre total de participants dépassant les 140 000. Miura se souvient du contexte dans lequel la formation a été créée : « Nous nous sommes concentrés sur un modèle favorisant la diffusion de l'information et des compétences à tous les résidents ».

Création d'un modèle favorisant les formations utiles

La formation suit un modèle tripartite où trois groupes de personnes prennent en charge un volet : la mise en œuvre, la gestion sur site et la formation locale. Les personnes responsables de la mise en œuvre appartiennent à un bureau dépendant du ministère de l'Agriculture ou du ministère de l'Environnement, ou bien à une ONG locale. Elles décident des compétences à diffuser au sein de chaque municipalité en se basant sur les besoins des résidents. Le personnel affecté auprès de chaque municipalité supervise la formation sur site, tandis que plus de 800 formateurs locaux, sélectionnés parmi les résidents, informent les habitants de leurs villages respectifs des modalités de la formation et dispensent les enseignements. La formation des formateurs locaux est assurée par les résidents disposant déjà des savoir-faire, notamment les participants d'anciens projets. En utilisant les ressources humaines locales pour communiquer des informations et développer les capacités, l'ensemble des résidents a pu être mobilisé.

En suivant les instructions des formateurs locaux, les résidents ont acquis des compétences telles que la création de lits de semences pour la plantation d'arbres ou la plantation de semis pré-cultivés dans les montagnes. Par ailleurs, au cours des formations sur les lavakas, des films éducatifs sont projetés aux résidents qui pensent que ces dommages relèvent de phénomènes divins pour les aider à comprendre qu'il ne s'agit pas d'une fatalité et que les personnes touchées ont à leur disposition des moyens de protection. Des formations pratiques ont été dispensées sur la construction d'ouvrages de retenue des terres, tels que des clôtures, avant la saison des pluies. Une mesure très utile selon Miura : « Les résidents qui ont vu les effets des clôtures en installent d'autres après la saison des pluies. Ces clôtures sont fabriquées avec des matériaux disponibles localement, ce qui permet aux résidents de gérer par eux-mêmes la construction et l'entretien et d'assurer une bonne continuité des activités ».

Grâce à cette formation, en quatre ans, 2 380 000 arbres ont été plantés, des clôtures pour la retenue des terres ont été installées dans plus d'une centaine de localités, 21 000 fours améliorés ont été fabriqués, et 23 000 plants de litchis et 120 000 alevins ont été produits. Les résidents sont satisfaits, non seulement ils ont tous les mêmes opportunités d'apprendre de nouvelles compétences, mais les compétences bénéficient en priorité à ceux qui en ont le plus besoin, contrairement aux formations précédentes. L'un des résidents nous raconte qu'il avait un statut social peu élevé dans le village, car il n'était pas propriétaire, mais qu'en devenant formateur local et en travaillant dur pour inciter tous les habitants à participer à la formation, il a gagné la confiance des autres résidents et a été élu conseiller municipal.

L'approche du projet mise au point par Miura et son équipe part du contexte local et consiste à tirer pleinement parti des ressources humaines et naturelles, à diffuser des compétences simples que les résidents peuvent mettre en pratique grâce aux formations ouvertes à tous, et à assurer un suivi pour garantir que les compétences sont acquises de manière pérenne.



Formation sur la fabrication de fours améliorés.

Aujourd'hui, cette approche est intégrée à des projets mis en œuvre par d'autres partenaires de développement dans le pays.

Une efficacité qui a également fait ses preuves dans des villages agricoles du Malawi

Un projet basé sur le même concept est également mis en œuvre au Malawi depuis 2013. Dans une zone rurale proche de la capitale économique du pays, Blantyre, la déforestation sauvage et la culture de variétés non adaptées à la topographie ont engendré une dégradation de la rétention de l'eau par les sols, ce qui provoque un phénomène d'érosion durant les pluies et une baisse des rendements agricoles. Le projet s'est donc fixé pour objectif de promouvoir auprès des agriculteurs le reboisement, la sylviculture et une pratique agricole respectueuse de l'environnement.

Par le passé, lors des projets de ce type, un petit nombre d'agriculteurs était formé, et ceux qui étaient choisis étaient censés diffuser les compétences auprès de leurs homologues. Ce projet adopte un modèle inverse. À la fin de l'année dernière, trois ministères du gouvernement du Malawi, dont le ministère de l'Environnement, avaient formé environ 3 000 agriculteurs pour qu'ils deviennent formateurs dans des villages cibles. Chaque formateur est responsable de 15 foyers agricoles afin que les compétences soient largement diffusées dans les villages. Les agriculteurs apprennent notamment à augmenter la rétention et la pénétration de l'eau de pluie et à prévenir l'érosion des sols en observant la direction, la longueur et l'espacement des crêtes le long des reliefs. Ils mettent immédiatement en pratique les compétences apprises dans leurs champs et poursuivent par eux-mêmes les efforts initiés par le projet.

En se basant sur les résultats obtenus dans ces deux pays, Masato Onozawa, qui travaille en tant que chef de projet chez IC Net, Ltd, déclare : « Une telle réussite par l'utilisation d'une méthode spécifique dans diverses sociétés africaines, au-delà des frontières nationales ou régionales, est sans précédent ». Cette formation, qui offre à tous l'opportunité d'apprendre des compétences tout en encourageant la compréhension et la résolution des problèmes locaux par les résidents, permet de protéger les forêts, les sols et les moyens de subsistance.



Des agriculteurs au Malawi rassemblent des cailloux pour construire un barrage de correction afin de réduire l'érosion des sols due à la culture sur une pente abrupte. L'effet de chaque barrage pris individuellement est limité, mais il peut être augmenté si les résidents coopèrent pour en construire un grand nombre.



Tengenenge, au Zimbabwe, l'une des zones cibles des projets de coopération technique du Japon. La population locale d'une communauté exécute des danses traditionnelles pour les touristes. (Photographie : Akihito Yoshida)

Renforcer la coopération pour le développement du tourisme : Relever les défis communs

Les dunes rouges vertigineuses du Namib, le plus vieux désert du monde ; les chutes Victoria hautes de 108 mètres, parmi les plus grandes du monde ; le Monument national du Grand Zimbabwe et de nombreux autres vestiges historiques. L'Afrique australe est une véritable « mine d'or du patrimoine mondial » dont tous les trésors nous inspirent une image majestueuse de l'Afrique. Pourtant, en 2015, l'Afrique australe ne représentait que 2 % du marché mondial du tourisme. À l'heure actuelle, les nombreuses attractions touristiques de la région ne sont pas pleinement exploitées à cause de l'absence d'un certain nombre d'éléments essentiels à l'industrie touristique tels que des études de marché, des ressources humaines disposant des compétences adaptées, et des infrastructures de transport comme des aéroports et des routes.

En réponse, l'Organisation régionale du tourisme d'Afrique australe (Regional Tourism Organisation of Southern Africa ou RETOSA) a été créée en 1996 sous l'autorité du comité chargé du tourisme de la Communauté de développement d'Afrique australe (CDA). Afin de promouvoir un tourisme transfrontalier en Afrique australe, RETOSA travaille sur le développement conjoint de ressources touristiques par-delà les frontières nationales et sur un système permettant aux touristes d'aller d'un pays à un autre de la région sans visa. RETOSA cherche également, à travers le tourisme, à résoudre les problèmes communs aux pays d'Afrique australe, tels que la création d'emplois, l'augmentation des revenus et la réduction des inégalités, grâce au tourisme communautaire (TC). Le TC envisage le tourisme comme un secteur devant bénéficier à l'ensemble des communautés locales. Pour soutenir cette initiative, la JICA envoie depuis 2014 auprès de RETOSA des conseillers en matière de développement du tourisme durable et de marketing régional en Afrique australe.

Les trois piliers des activités des conseillers de la JICA sont : (1) la

formulation d'une stratégie de développement du TC, (2) la formulation d'une stratégie de marketing et de promotion du tourisme ciblant principalement le marché japonais, et (3) le renforcement des capacités du secrétariat de RETOSA. Des « Lignes directrices pour le développement du tourisme communautaire » ont d'ores et déjà été rédigées et publiées. Pour le deuxième pilier, afin d'évaluer le niveau de satisfaction des visiteurs, une enquête a été menée dans des aéroports d'Afrique australe auprès de 300 touristes du Japon et d'autres pays d'Asie. Des lignes directrices ont ensuite été créées pour promouvoir le tourisme dans la région de l'Afrique australe auprès du marché du tourisme d'Asie de l'Est en se basant sur les résultats de cette enquête. Yoshihito Urano, alors conseiller de la JICA sur la formulation de projets se souvient : « Les résultats de l'enquête ont montré un véritable manque d'informations touristiques sur l'Afrique australe au Japon. Nous avons donc concentré nos efforts sur des activités de promotion auprès du marché japonais, notamment avec la participation de RETOSA au salon Tourism EXPO Japan, l'un des plus grands événements du secteur en Asie. Cela a permis aux représentants de RETOSA de comprendre l'efficacité des activités de promotion basées sur les études de marché ».

Un tourisme communautaire, développé et géré par les résidents locaux

Aujourd'hui, plusieurs pays, dont le Zimbabwe, s'efforcent de promouvoir le TC. Des projets touristiques, comme la gestion d'installations dédiées à la présentation de la culture traditionnelle, ont déjà été mis en œuvre par les communautés locales dans près de 150 zones du Zimbabwe avec le soutien du gouvernement et d'autres organisations. Depuis 2008, cependant, 90 % de ces projets locaux ont été abandonnés à cause de la dégradation de la situation économique, entre autres raisons. Pendant deux ans, à partir de 2015, le Japon a mené un projet de coopération technique au Zimbabwe visant à formuler un plan directeur sur la mise

..... Zimbabwe Tirer les bénéfices des attractions touristiques d'exception

Les pays d'Afrique australe souhaitent développer leurs ressources touristiques. Ils espèrent notamment à travers cet objectif créer des emplois et augmenter leurs revenus, mais de nombreux défis, tels que la formation de ressources humaines qualifiées et la construction d'infrastructures, doivent être surmontés. Pour développer ce secteur prometteur, le Japon assure une coopération qui s'appuie sur le tourisme communautaire (TC) afin de produire des bénéfices pour l'ensemble de la communauté.



À Tengenenge, il est possible de s'initier à la sculpture traditionnelle du peuple Shona ou d'admirer les œuvres des artistes locaux (à droite). (Photographie : Akihito Yoshida)

en place du TC et le renforcement des capacités du ministère du Tourisme et de l'industrie hôtelière.

Les conseillers de la JICA auprès de RETOSA ont également coopéré à ce projet pour sélectionner quatre sites à travers des discussions avec l'équipe d'experts japonais et le ministère. Dans ces quatre sites, une approche du tourisme s'appuyant sur les ressources locales de chaque communauté a été adoptée par le biais de projets pilotes. L'experte Kayo Murakami explique : « J'étais chargée d'une zone appelée "Chesvingo". En tirant parti de l'emplacement stratégique de cette zone, à 10 minutes de voiture du Monument national du Grand Zimbabwe, inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO, nous avons ciblé les touristes d'Europe et des États-Unis ainsi que les élèves qui visitent les ruines dans le cadre d'un voyage scolaire ».

Dans un premier temps, des ateliers ont été organisés avec les résidents pour préparer des itinéraires touristiques présentant les atouts naturels et culturels locaux. Murakami se rappelle des différences culturelles qu'elle a ressenties entre le Japon et le Zimbabwe en travaillant sur ce projet : « Nous avons divisé les résidents en plusieurs groupes qui ont préparé des cartes en empruntant directement les itinéraires pressentis. À ma grande surprise, l'un des groupes a préparé un itinéraire de sept heures. Il était tout à fait normal pour eux de marcher deux heures dans

une direction pour aller au travail, à l'école, ou faire ses courses ». Elle se souvient également d'un autre incident : « Nous avons demandé à un artiste local de dessiner quelque chose sur la carte touristique, mais l'artiste disait ne pas pouvoir, car il n'avait pas l'habitude de dessiner sur une feuille aussi petite qu'un format A4. Nous avons donc photographié ce qu'il a dessiné pour l'insérer ensuite sur la carte ».

Une formation pour les guides locaux a également été initiée. « Après avoir visité le Monument national du Grand Zimbabwe pendant la formation », se souvient Murakami, « nous leur avons fait jouer les guides lors d'un petit jeu de rôles. En jouant pour ma part le rôle d'une touriste, j'essayais d'exagérer mes impressions autant que possible pour leur faire comprendre ce qui peut intéresser ou surprendre un étranger ». À travers les activités du projet, telles que les formations et les ateliers, la plus jeune génération de la communauté a découvert la valeur des ressources touristiques de sa région et commencé à éprouver un sentiment de fierté.

L'objectif ultime est de promouvoir le tourisme en attirant à la fois les visiteurs et les résidents locaux tout en tirant pleinement parti des atouts naturels et culturels de l'Afrique australe.



Les représentants de RETOSA et leurs assistants au salon Tourism EXPO Japan. Grâce à un reportage dans un média japonais, ils ont pu faire connaître leurs activités auprès d'un large public.



Vestiges historiques exposés dans la mairie de Bulawayo, la deuxième ville du Zimbabwe. (Photographie : Akihito Yoshida)